

LA MULTIPLICATION DES CONFLITS ARMÉS ENGAGÉS PAR LA FRANCE DANS LE MONDE ET NOTRE ENGAGEMENT CONTRE LA GUERRE !



ROOM
Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

Mai 2013
Cellule de Pau

INTRODUCTION

Ce texte est issu d'une conférence publique réalisée à Pau pour combattre les interventions de l'armée française dans le monde.

Chers amis, chers camarades, nous vous souhaitons la bienvenue à notre conférence sur la multiplication des conflits armés engagés par la France dans le Monde.

Nous profitons de ce rassemblement pour informer des dernières nouvelles en défaveur de la libération de notre camarade George Abdallah, emprisonné en France depuis maintenant plus de 29 ans. Continuons le combat et amplifions notre solidarité pour ne pas le laisser seul à se battre contre l'acharnement judiciaire orchestré par les impérialistes (USA, Israël, France) pour le maintenir en détention jusqu'à sa mort.

Après être intervenue militairement en Côte d'Ivoire, en Afghanistan puis en Libye et maintenant au Mali, en exerçant en parallèle des pressions sur les régimes en Syrie, en Centre-Afrique, en Tunisie, etc. la France a multiplié, ces dernières années, les guerres, les bombardements, les ingérences et sème la mort.

Alors que le capitalisme mondial est touché par une grave crise économique dont les effets touchent les prolétaires du Monde entier, la France, elle, tente de remédier à cela par une politique qui se résume ainsi : **guerre de conquête à l'extérieur de ses frontières, guerre sociale à l'intérieur.**

Il faut dire que le 21^{ème} siècle, laisse entrer dans le partage du Monde par les grandes puissances de nouveaux concurrents comme l'Inde, le Brésil mais aussi principalement la Chine. Ils viennent remettre en cause l'actuel et fragile partage des cartes des vieilles puissances impérialistes (USA, Allemagne, RU etc.) et oblige un pays comme la France à défendre les territoires qu'elle domine militairement et économiquement et dont elle pille et extorque les ressources et les populations afin de générer des surprofits.

Dans le même temps, les différents gouvernements en France, de droite comme de gauche, attaquent avec véhémence les acquis et les conditions de vies et de travail du prolétariat vivant à l'intérieur de ses frontières.

A chaque fois que le bulldozer médiatique se met en place avec à sa tête le président et son armée de ministres, de députés, de sénateurs et autre agents du capital, c'est pour faire avaler au peuple bien des mensonges sur la situation. C'est selon eux pour la démocratie que la France a bombardé la Libye, aujourd'hui pourtant c'est le chaos dans le pays dirigé par une clique à la solde de l'Etat Français ! De la même manière ils nous disent que l'accord de compétitivité va relancer

l'économie, mais si l'on se penche de plus près sur ces textes, il est aisé de comprendre que ces accords sont là pour pressuriser les salariés afin de gonfler les profits de la bourgeoisie !

Nous le répétons, les différents gouvernements ne cesseront de mener guerres et ingérences sur la Terre et guerre sociale à l'intérieur de ses frontières car la France, comme le reste du Monde, est engluée dans une crise du Capital générée par la nature même du système capitaliste-impérialiste.

Pour autant et bien que la crise s'impose aux capitalistes comme une fatalité dont ils ne trouvent l'issue, nous communistes, syndicalistes, militants et plus naturellement la classe ouvrière toute entière avons le choix !

Elle a le choix entre la barbarie et le socialisme !

Face à la crise nous le répétons, les capitalistes, dans leurs obligations de conserver intact ce système et donc ses privilèges, n'ont d'autres solutions que d'écraser économiquement les travailleurs du monde entier pour sauvegarder ses profits ainsi que de réduire au silence les militants, les résistants, les révolutionnaires qui ont une alternative politique à la barbarie impérialiste.

Parce que la classe ouvrière porte en elle la solution, une solution politique, prendre le pouvoir et instaurer un système non plus dirigé vers les profits et l'engraissement d'une minorité mais vers la satisfaction des besoins des travailleurs.

Si la classe ouvrière ne s'engage pas dans cette voie, si elle délaisse son rôle politique et révolutionnaire à des partis au service du Capital (UMP, PS, FN, FdG...), elle laisse alors le champ libre à la dévastation, à la destruction et au chaos. Tant que la classe ouvrière ne réagit pas, **le capitalisme a tout le champ libre politiquement afin de régler la crise à sa manière : guerre de conquête à l'extérieur, guerre sociale à l'intérieur !**

Et le Capital agira ainsi jusqu'à ce qu'il ait détruit ou purgé tout le surplus qui bouche aujourd'hui les artères de l'économie. Cette destruction c'est l'anéantissement de nous-mêmes !

Mais sur les traces des combats menés par nos « pères », basé sur l'expérience du mouvement progressiste et plus particulièrement des communistes, nous savons que les guerres ne sont jamais justes quand les protagonistes se nomment impérialistes. Ainsi notre action pour la paix s'inscrit d'emblée comme un acte anti-impérialiste juste !

Et nous voulons combattre par là le sectarisme, les divisions (qu'injecte le capital et ses agents au sein de la classe ouvrière comme un poison) qui gangrènent le mouvement ouvrier et ses avant-gardes !

Parce que la classe ouvrière n'a pas de patrie, parce que notre combat n'a pas de frontières, nous affirmons, nous communistes, qu'il est de notre devoir de se rassembler au-delà de

nos étiquettes politiques et au-delà de divisions secondaires afin de se placer ensemble dans la lutte sans relâche pour la paix avec et aux cotés des peuples amis qui subissent le joug sanglant de l'impérialisme français !

Camarades, élevons nos consciences et nos réflexions par-delà les mensonges et les diversions de la propagande impérialiste et rejoignons nous dès à présent et avec acharnement dans la lutte contre la barbarie capitaliste !

Jusqu'à présent : « *nos défaites ne prouvent rien, si ce n'est que nous n'étions pas assez nombreux à lutter contre l'infamie* » ! (Berthold Brecht).

**A BAS L'IMPERIALISME ET SES CHIENS DE GARDE !
UNITE DU MOUVEMENT OUVRIER ET REVOLUTIONNAIRE !
POUR LA PAIX ET LE SOCIALISME DANS LE MONDE !
LE COMMUNISME VAINCRA !**

I) LES GUERRES DE LA FRANCE EN AFRIQUE ONT UN BUT : MAINTENIR LE CONTROLE SUR LES RESSOURCES, LES ZONES GEOSTRATEGIQUE ET L'ECONOMIE AFRICAINE

1) La Côte d'Ivoire, un pré-carré français

Ce pays est une ancienne colonie française qui n'a jamais brisé ses liens avec son ancienne métropole. Malgré une indépendance proclamée, les liens économiques par la présence extraordinaire d'entreprises françaises dans les secteurs stratégiques, les liens politiques, par le poids des conseillers français dans l'administration ivoirienne, les liens militaires par la présence de troupes françaises ou la formation par des français des cadres militaires ivoiriens démontrent que ce pays est resté et reste sous la domination de la France à tous point de vue. L'intervention française de 2011 est caractéristique de la volonté de ne pas laisser glisser sa domination. Nous sommes loin d'une intervention humaniste, pour rétablir la démocratie comme le ressassent les médias.

- Un héritage historique

De l'indépendance aux débuts des années 90', le pays est dirigé par Houphouët-Boigny un dirigeant profrançais qui veille à préserver la domination française sur cette « République du Cacao » qui exporte en majorité vers l'Europe ses produits agricoles alors que le territoire national est parmi les plus pauvres du monde, au 168^{ème} rang en terme de « développement humain », malgré ses richesses agricoles, son accès à la mer.

Les entreprises françaises sont clairement une cause de la pauvreté de ce pays, 600 entreprises sont présentes au total en Côte d'Ivoire et elles représentent 1/3 du PIB ivoirien, 50 % de ses recettes fiscales. La France est le premier partenaire économique du pays. Toute la vie économique des ivoiriens est dominée par la bourgeoisie française et ses grandes compagnies dans le domaine agricole, du BTP, du pétrole : on peut lister ces compagnies très présentes : Bouygues par exemple dirige la Compagnie ivoirienne d'électricité, France Télécom dirige Côte d'Ivoire Télécom, Total-Elf la société ivoirienne de raffinage, tout le monde connaît le rôle prédateur de ces monopoles, Bolloré, l'ami personnel de l'ancien président, contrôle les transports et la logistique de Côte d'Ivoire dont le port d'Abidjan, les voies ferrées, etc. Il réalise d'ailleurs 80 % de ses profits en Afrique.

Ce poids économique de la France en relation avec sa présence militaire ont permis de maintenir sa domination politique sur ce pays. Le peuple ivoirien n'est pas libre car sa souveraineté économique est accaparée par la France. Même les services publics ivoiriens privatisés par le biais de l'asservissant FMI sont passés sous la coupe d'entreprises

françaises (Martin Bouygues !). Oui la France se sert des instances internationales pour opprimer les pays sous sa coupe.

Tant que ce pouvoir n'est pas remis en cause, l'exploitation et le pillage se font pacifiquement. Lorsqu'il y a des remises en causes, il faut songer à l'intervention militaire : deux choses peuvent pousser à ça : 1) la concurrence d'autres puissances qui veulent s'implanter 2) la remise en cause par le peuple qui veut prendre en main sa souveraineté.

Dans le cas de la côte d'ivoire, c'est la concurrence d'autres pays et notamment de la Chine qui amène à remettre au pouvoir des hommes plus soumis.

- **Le pouvoir de Gbagbo cédait aux sirènes des pays émergents**

Gbagbo qui devient président dans les années 2000 ne remet pas en cause véritablement les entreprises françaises même s'il cherche plus d'autonomie se vendant au plus offrant. Les pays qui en profitent sont les pays émergents comme la Chine, l'Inde, nouvelles puissances impérialistes qui rivalisent avec la France en Afrique.

Gbagbo avoue cette stratégie dans un entretien au Figaro : « *Aujourd'hui, il est plus facile de discuter avec la Chine, l'Inde ou l'Iran pour l'industrie, et avec les pays arabes pour les prêts. Nous construisons l'autoroute Abidjan-Yamoussoukro avec des prêts de la Banque islamique de développement et de la Banque arabe pour le développement en Afrique* ».

Durant les dix années de pouvoir, les impérialistes français s'accommodent de Gbagbo en le sauvant d'une tentative de coup d'Etat mais font face à des révoltes antifrancophones qui reçoivent la complicité du pouvoir.

Les élections de 2010 sont l'occasion rêvée pour la France de placer un de ses hommes de confiance à la tête du pays. Gbagbo a beau être nommé vainqueur, la France se sert de l'ONU prétextant la défense des populations civiles (c'est toujours l'argument aux interventions) pour détruire le matériel de l'armée ivoirienne, capturer Gbagbo, et placer Ouattara au pouvoir. Ce dernier a des relations de longue date avec la France, ami d'Omar Bongo, l'homme des français et de Martin Bouygues¹.

¹ Vershave X., La Françafrique, Silence noir.

- **Le rétablissement d'un pouvoir pro-français et le renforcement de la domination économique, politique et militaire de la France**

La guerre menée par la France qui attise depuis une dizaine d'années les tensions sur ce pays, finançant les rebelles, utilisant ses troupes, a fini par rétablir le pouvoir qui lui commençait à lui échapper sur son ex-empire. L'ancien porte parole de l'armée française lève d'ailleurs le silence à ce sujet : il dit : « *c'est une guerre qui est larvée (...) on était dans une situation de crise tendue pendant une dizaine d'années et qui s'est concrétisée en quelque sorte en 2010* »².

Aujourd'hui, le développement des monopoles français a repris et la domination française s'est renforcée contre le peuple ivoirien. La guerre ne les a pas fait partir, au contraire. Ouattara a mené des réformes allant dans le bon sens des multinationales françaises :

- 1) il a dédommagé les entreprises françaises pour les émeutes de 2004 de 10 millions d'euros,
- 2) Il accorde des contrats pharamineux aux entreprises françaises : dernièrement le groupe Louis Dreyfus a obtenu 100 à 200 000 ha pour cultiver des plantations à base d'OGM
- 3) Son Etat est organisé en fonction des intérêts du capitalisme français : des conseillers et experts, hauts fonctionnaires français sont présents en Côte d'Ivoire pour réformer les structures de l'Etat, former les cadres militaires et policiers du pays. Après avoir détruit l'armée, l'Etat, on la reconstruit à notre botte.
- 4) Passage de contrats de désendettement : la dette que la Côte d'Ivoire doit à la France est épongée par des contrats aux entreprises françaises : accentuant encore plus la dépendance économique du pays.

- **Servir les intérêts des impérialistes français**

Cette intervention militaire comme les autres avait un intérêt géostratégique, rétablir la domination française sur un territoire où elle était remise en cause par de nouveaux concurrents. Face à la pression de la crise économique, la France cherche à s'approprier des matières premières et des débouchés. Cette intervention comme les autres sème le sang, la misère et la famine. L'Afrique est pourtant un continent de richesse, mais son pillage par la France empêche tout développement. Nous avons organisé des actions lors de ces guerres pour réclamer le retrait des troupes françaises, pour dénoncer l'ONU complice, la CEDEAO comme outil d'asservissement, d'armée sous traitante de la France. Pour nous l'émancipation ivoirienne réside dans la capacité du peuple ivoirien à se détacher de la pieuvre impérialiste, particulièrement de la France.

² Peillon, ancien porte parole de la Force Licorne en Côte d'Ivoire, Le nouveau courrier, 17/12/12.

Laissons encore une fois la parole à l'ancien porte parole de l'armée française qui résume bien la situation : « *la Françafrique, ceux qui disent qu'elle a disparu, ce sont des menteurs. La Françafrique a sans doute changé de visage entre les années 60, en particulier au moment de la décolonisation, et les années 2000. Mais la Françafrique est toujours là. Elle est omniprésente. Elle s'appelle des noms des grandes entreprises qui ont pignon sur rue* ».

2) Le Mali : déstabilisé et envahi par la France

La guerre menée par la France au Mali est une conséquence de celle menée en Libye. Hollande et sa clique prétendent combattre le terrorisme islamiste mais en vérité ils combattent les troupes avec qui ils étaient alliés et qu'ils ont armé en Libye contre Kadhafi. Ils arment les islamistes d'un côté : en Libye et en Syrie, et ils les combattent de l'autre côté au Mali. Il n'y a donc aucune cohérence dans la lutte contre l'islamisme radical. En vérité, ce soit disant combat contre le terrorisme est un prétexte pour contrôler des zones géostratégiques, s'accaparer les ressources du sous-sol saharien.

Le gouvernement et les partis politiques de droite comme de gauche avec le soutien des grands médias aux mains du capital mènent une propagande féroce pour nous faire accepter cette guerre.

D'abord, ils diabolisent l'adversaire

La France combattrait les méchants et serait du côté du bien : l'ennemi est le terrorisme, tant pis si cet ennemi est notre amie en Syrie et en Libye.

En réalité, ce n'est pas un problème de gentils contre les méchants: il existe en Afrique des rivalités entre grandes puissances : la France est mise à mal dans sa domination par de nouveaux concurrents : la Chine on l'a vu en Côte d'Ivoire, mais aussi par les USA dans certaines régions.

Il semblerait que les USA agissent au Mali par le biais du Qatar qui a formé des forces spéciales contre la Libye qui se trouvent maintenant au Nord Mali pour aider les islamistes touaregs. Ça expliquerait aussi les reproches de la France aux USA pour son manque d'implication et d'empressement à soutenir logistiquement l'armée française.

Si le Mali est aujourd'hui en crise c'est en grande partie du à la France : c'est elle qui corrompt nombre de dirigeants maliens pour maintenir sa domination économique et géostratégique sur la région. Pour mieux régner et mieux intervenir aujourd'hui, elle attise les divisions internes aux maliens : c'est la stratégie du diviser pour mieux régner : d'un côté elle se porte soit disant au secours du gouvernement malien, de l'autre elle soutient les mouvement séparatistes touaregs comme le MNLA.

En vérité la France n'agit pas dans cette région pour la paix, le développement du Mali mais simplement pour le contrôle des ressources.

L'objectif de la propagande des médias est de cacher les intérêts de la France au Mali.

François Hollande prétend que la France agit sans intérêt au Mali. Pourquoi alors les forces spéciales protègent directement les mines d'uranium d'Areva au Niger qui se situent tout près de la frontière Nord du Mali ? En vérité cette intervention cherche à faire main basse des ressources qui se situent au sous-sol dans l'intérêt des grandes multinationales françaises : Areva en tête puisque l'uranium de cette région est indispensable à la France pour faire tourner ses centrales nucléaires. Hollande poursuit donc bien la politique de Sarkozy qui disait de manière plus crue mais réaliste : « *il y a le monde à conquérir en matière d'énergie* ».

Au Mali même, les firmes françaises ne sont pas aussi présentes qu'en Côte d'Ivoire malgré la présence d'Orange, de BNP Paribas. Le Mali est surtout une zone géostratégique pour la France car d'une part, il produit de l'or et on y a trouvé de l'uranium dans son sous-sol, encore non-exploité, et d'autre part, le Mali se situe au carrefour de pays où la France est très présente : avec la Mauritanie où Total exploite le pétrole, en Algérie qui est premier partenaire commercial de la France, en Côte d'Ivoire, nous avons vu pourquoi, et au Niger qui fournit plus du 1/3 d'uranium aux centrales nucléaires françaises.

En intervenant au Mali, la France sécurise la zone mais ne vient en aucun cas au secours des populations maliennes. Durant la colonisation et après, la France n'a jamais apporté son aide ou de la solidarité avec le peuple Malien qui est parmi les plus pauvres du monde, juste devant son voisin le Niger pourtant ultra riche en uranium. Le pillage par l'impérialisme français affame les populations et cette guerre soit disant contre le terrorisme n'est que le dernier avatar de l'asservissement des peuples africains.

Les médias français essaient pourtant de présenter Hollande et la France comme l'ami du peuple malien

Il s'agit là d'une contre-vérité absolue. La France a colonisé, mis à feu et à sang le Mali, a exploité sa population. Au moment de son indépendance, le Mali a essayé de briser ses liens avec la France. Mobito Keita premier dirigeant malien a été renversé par De Gaulle et remplacé par un dictateur au service des grandes compagnies françaises. De nombreux dirigeants anti-coloniaux et anti-impérialistes maliens ont été

assassinés par les services spéciaux français. Dans cette guerre la France se présente comme l'ami du Mali, en vérité elle n'a pas le droit de se dire l'ami du peuple malien qu'elle a humilié hier et qu'elle continue à humilier aujourd'hui.

Les médias essaient de mettre en avant le rôle militaire de la CEDEAO : mais cette organisation n'est qu'une marionnette au service des intérêts français : les pays qui envoient des troupes au Mali sont dirigés par des dictateurs au service de la France : Idriss Déby pour le Tchad, Ouattarra pour la CI... Ils sont donc uniquement là pour servir les intérêts français. D'ailleurs ces troupes sont sous commandement de l'état major français.

Avec cette intervention, le Mali va encore rester à genou un bon bout de temps, exit sa souveraineté populaire, sa capacité à se diriger à contrôler ses ressources, son économie, puisque cette conquête va servir à sécuriser cette région stratégique afin de stabiliser les profits de multinationales françaises faisant face à la crise économique et à la concurrence des monopoles des grandes puissances.

Les médias ne mettent jamais en avant les buts réels de cette guerre. Ils se contentent plutôt d'inviter des gens qui sont tous d'accord pour soutenir la guerre et mentir à la télévision, des africains qui viennent nous vanter les bienfaits de l'intervention comme au temps des colonies et de la Françafrique.

On étouffe bien entendu les manifestations populaires à Bamako contre l'intervention française ou la campagne lancée en Europe par l'ancienne ministre malienne de la culture Aminata Traoré. Le gouvernement lui a par exemple interdit de venir en France.

Pour son courage et puisque la France lui interdit sa présence, nous lui laissons le mot de la fin : elle dit ceci de la guerre au Mali : *« la guerre qui a été imposée aujourd'hui au Mali n'est pas une guerre de libération nationale du peuple malien mais une guerre de pillage des ressources. Je regrette que nombre de militants se trompent de défi en soutenant une guerre qui est une guerre de positionnement pour une ancienne puissance coloniale ».*

II) Libye, Syrie : La conquête du Moyen-Orient par les vieilles puissances impérialistes

1) La Syrie

La Syrie est un pays du Proche-Orient de 22,5 millions d'habitants qui occupe une position de carrefour. Suite à la décomposition de l'empire Ottoman au lendemain de la 1ère guerre mondiale, il a été placé sous

mandat français jusqu'à son indépendance en 1946. C'est une mosaïque ethnique et confessionnelle:

-90% d'arabes, 9% de kurdes et 1% d'arméniens.

-70% de sunnites, 3% de chiites, 13% d'alaouites, 9% de chrétiens, 3% de druzes.

La communauté des alaouites, considérée comme hérétique par les autres courants musulmans, est l'ethnie dominante du pays et tient les postes clés. La famille Assad, qui tient le pouvoir depuis les années 1970 en est membre. La division entre alaouites et le reste de la population syrienne a été accentuée durant la période coloniale. Les Français, pour contrer le nationalisme arabe ont particulièrement favorisé les alaouites et les ont convaincu qu'ils constituaient un groupe ethnique à part.

C'est un pays encore rural où l'agriculture réalise une part importante du PIB (23% pour 15% des actifs) mais qui dispose néanmoins de gisements d'hydrocarbures et d'un secteur manufacturier non négligeable dans le domaine du textile. Le pays a connu une vague de libéralisation économique lancée sous la présidence de Bashar al-Assad, le PIB ayant plus que doublé en 5 ans et le taux de croissance s'élevant autour de 4%. La libéralisation a eu aussi pour conséquence d'accroître les disparités et les inégalités socio-économiques entre les territoires: le dynamisme des grandes villes contraste avec la pauvreté des régions rurales qui n'ont pas bénéficié du développement économique. Or ce sont ces territoires qui sont principalement peuplés par les sunnites. Ce n'est pas pour rien que la contestation a démarré le 15 mars 2011 à Deraa, ville agricole oubliée de la libéralisation de l'économie, pour ensuite se propager aux banlieues défavorisées.

Car il ne faut pas être complotiste à outrance, il y a eu depuis plusieurs années une véritable opposition au pouvoir baasiste de Bachar el Assad qui a été confronté à un réel mouvement populaire revendicatif qui s'opposait aux réformes économiques et qui exprimait des revendications sociales et démocratiques. Conscient des manœuvres de récupération, ce mouvement a toujours affirmé son orientation anti-impérialiste. Dans cette configuration, les impérialistes occidentaux ont alors impulsé sur des bases ethniques et religieuses une rébellion armée.

Les mouvements étaient au début pacifiques, ensuite certains se transformèrent en mouvements armés, qui ont reçu le soutien sur une vaste échelle de l'alliance qui a émergé comprenant les USA, la Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite. La Turquie a occupé la frontière existante avec la Syrie, pour aider la contrebande des armes, l'entrée de milliers de mercenaires se nommant eux-mêmes Jihadistes. Ils ont instauré des

camps pour l'entraînement de leurs soutiens et de leurs alliés. Ensuite, les prétendus groupes djihadistes ont agi pour détruire l'économie syrienne : Les stations génératrices d'électricité ont été dynamitées, les câbles des réseaux aériens transportant l'électricité ont été sabotés, les puits de pétrole ont été incendiés, les tankers transportant le pétrole ont été brûlés. Des milliers de tonnes d'acier ont été dérobés et passés en contrebande en Turquie. Environ un millier d'usines et ateliers à Alep ont été pillés. Les machines appartenant à ces usines ont été vendus en Turquie à de bas prix sous la forme d'accessoires, les projets d'irrigation et également les centres d'élevage des animaux ont été attaqués, les routes reliant les villes et les cités entre elles à travers la Syrie ont été fermées ; les centres de santé, les écoles et les universités ont été ciblées. Plus encore le peuple Syrien doit payer un très lourd prix, des dizaines de milliers de civils ont été tués. Aujourd'hui la Syrie est exposée à une catastrophe humaine. Environ trois millions de citoyens Syriens ont fui leurs domiciles et deviennent des réfugiés constamment déplacés dans les pays voisins vivant dans des conditions misérables incroyables et ils ont des besoins en nourriture et médicaments

Pourquoi un tel acharnement contre la Syrie?

La Syrie se retrouve en plein milieu de l'œil du cyclone qu'est l'affrontement impitoyable que se livrent les puissances impérialistes pour le contrôle des ressources, des axes stratégiques et des débouchés pour leurs monopoles. Pour les vieux pays impérialistes menacés par l'émergence des BRICS, qui constituent de nouveaux pays impérialistes, le seul moyen de perpétuer leur hégémonie c'est parfois de recourir au pillage et à la guerre. Aujourd'hui ils ont jeté leur dévolu sur la Syrie et, s'appuyant sur la contestation intérieure qu'ils ont complètement dévoyé, lui font la guerre pour l'instant par procuration (leur affidés, la Turquie et les pétromonarchies armant généreusement des bandes de mercenaires), préparant la voie à une intervention de plus grande ampleur.

Car la chute du régime Assad présenterait de nombreux avantages pour les rapaces impérialistes. La Syrie est un enjeu stratégique majeur pour l'acheminement du pétrole et du gaz du Moyen-Orient à destination de l'Europe. Faire transiter le pétrole du Moyen Orient par voie terrestre depuis la Syrie permettrait d'acheminer ces ressources à moindre coup et à moindre risque et d'éviter aux tankers et méthaniers le détroit d'Ormuz qui est sous la menace de l'Iran. Du même coup l'Iran perdrait un de ses alliés les plus précieux dans la région ainsi qu'un moyen de pression contre les visées expansionnistes d'Israël et des pays occidentaux. Après la Libye, la stratégie impérialiste occidentale associée aux buts colonialistes de l'Etat sioniste d'Israël se porte aujourd'hui sur l'Iran et la Syrie. Ces pays sont les deux derniers obstacles à leur contrôle du Proche

et Moyen Orient. L'agenda impérialiste vise d'abord à soumettre la Syrie avant de s'en prendre à l'Iran.

Quand à ceux qui refusent de voir la situation en face qu'ils méditent cette citation de l'universitaire palestinien Joseph Massad: *« Ceux qui voient la lutte populaire syrienne pour la démocratie déjà détournée par ces forces impérialistes et pro-impérialistes à l'intérieur et l'extérieur de la Syrie comprennent qu'une continuation de la révolte amènera un unique résultat, qui n'est pas démocratique, à savoir un régime imposé par les USA, docile et répressif comme en Irak et Libye. Si c'est pour cela que luttent les manifestants syriens, qu'ils poursuivent leur insurrection ; si tel n'est pas leur but, alors il leur faut accepter la très difficile conclusion qu'ils ont été effectivement défaits, non pas par l'épouvantable répression de leur dictature à laquelle ils ont vaillamment résisté, mais par les forces internationales qui se vouent autant que le régime syrien à dénier aux Syriens la démocratie qu'ils méritent tant. »*

Le ROCML soutient le mouvement ouvrier et populaire syrien. Mouvement qui lutte pour ses revendications sociales et politiques. Mouvement qui s'oppose aux manœuvres réactionnaires intérieures et appelle le peuple syrien à se mobiliser et à s'unir contre l'agression impérialiste qui se prépare contre son pays.

2) La Libye

Toutes les guerres impérialistes commencent par une campagne de désinformation (le cas le plus connu est celui de l'Irak en 2003) . La fait que Kadhafi aurait bombardé son propre peuple était une info bidon. La chaîne Aldjaazira a même été (selon des sources) jusqu'à tourner des scènes de guerre en studio au Qatar avec des décors et des figurants. Dans tous les cas le CNT a confirmé que des informations fausses ont été propagé mais c'était soi disant pour démoraliser l'adversaire. On a donc trompé l'opinion pour avoir un prétexte afin d'intervenir militairement car en réalité on voulait voler le pétrole et les ressources du pays et non pas installer la démocratie.

Quant aux insurgés ils ne représentaient qu'une part infime de la population au contraire de la Tunisie et de l'Egypte où le peuple était unanime pour se débarrasser de tyrans détestés. Ici on est devant une insurrection minoritaire (surtout localisé dans l'est du pays, ancien bastion de la monarchie libyenne et repaire des islamistes) qui si elle n'avait pas été armée, encadrée, renforcée par des mercenaires et soutenue par les bombardements de l'OTAN n'aurait jamais pu s'emparer du pouvoir. Le soutien n'était pas que terrestre, l'Italie en rivalité commerciale avec la

France et mécontente de l'intervention a « balancé » la présence sur le terrain des services secrets français.

Alain Juppé a affirmé que la guerre en Libye était « *un investissement sur l'avenir* ». Dès la chute de Tripoli les puissances européennes comme des vautours se sont jetées sur la dépouille libyenne pour se partager les contrats de reconstruction (le MEDEF les a évalué à 200 milliards de dollars) et le gâteau du pétrole: la France, en première ligne s'est taillé la part du lion avec 35% du pétrole.

Quant au respect de la légalité internationale l'ONU a encore montré, s'il fallait encore le monter, quelle n'était qu'une tribune pour les grandes puissances impérialistes et une farce démocratique. La résolution 1973 prévoyait :

- ♦ un cessez le feu, on a largué des tonnes de bombes (qui ont fait 60 000 victimes soit 1000 fois plus que la répression de Kadhafi).
- ♦ un embargo sur les armes, on a livré des armes (dont une partie, ironie de l'histoire a servi aux groupes islamistes au Mali),
- ♦ une zone d'exclusion aérienne, l'OTAN l'a utilisé comme bon lui semblait.
- ♦ une interdiction d'intervenir au sol, on l'a fait.

Pour se rendre compte de la nature de cette intervention il faut avoir en tête la situation actuelle de la Libye (dont les médias ne nous parlent plus étant curieusement focalisés sur le Mali ou la Syrie). C'est le chaos généralisé, il n'y a pas de pouvoir central, le pouvoir est aux mains des milices armées, des seigneurs de guerres et des tribus. Ces milices ont même tenté récemment de prendre d'assaut le ministère des affaires étrangères et de l'intérieur à Tripoli. Dans cette situation d'anarchie les multinationales et les impérialistes se disputent les juteux contrats de la reconstruction et surtout le pétrole:

La qualité du pétrole extrait en Libye - quatrième producteur africain - est l'une des meilleures au monde et présente l'avantage d'être proche de l'Europe. Avant le début de la guerre civile, la Libye produisait 1,6 million de barils de pétrole (elle a même atteint 3,2 millions avant les embargos occidentaux), contre 350 000 au 21 octobre. 79% de la production Libyenne est exportée vers l'Europe.

Les principaux protagonistes du marché sont dans l'ordre: ENI (Italie), Wintershall (filiale de l'allemand BASF), CNPC (Chine), Total et Repsol (Espagne).

Le marché de la reconstruction de la Lybie, estimé à plus de 200 milliards \$, fait l'objet d'une concurrence exacerbée entre les grandes puissances et les émergents d'autant plus que le 4^{eme} producteur de pétrole en Afrique dispose d'un stock d'actif financier et de liquidités évalués à près 170 milliards \$ qui peuvent servir de garanties pour les exportateurs ou à financer directement le programmes de reconstruction.

Par exemple, l'Allemagne traditionnellement présente en Libye dans les secteurs de l'énergie, du transport, des infrastructures et des machines industrielles, a centré son plan de reconquête du marché libyen sur la réputation de ses produits et services et sur les instruments de garanties financières. Les entreprises françaises espèrent aussi une part considérable du marché de la reconstruction en raison du rôle moteur de la France dans la coalition militaire et politique qui a défait le régime Kadhafi. Le Medef, patronat français a réuni plus de 400 entreprises pour définir un plan de conquête.

LA VOIX *des Communistes*

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

**Je m'abonne à la Voix des Communistes
5 numéros 10 euros**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

**Renvoyer ce bulletin d'abonnement à
Association GrandROC
Villa OctoSun, 3 clos du Lutché 31 380 GARIDECH**